

“Nous devons reconstruire notre société à partir des plus pauvres”

■ Véronique Fayet vient de sortir un vigoureux manifeste contre la pauvreté. Elle est l'invitée des pages “Débats”.

Entretien Bosco d'Otreppe

Avec son regard clair et droit, Véronique Fayet dirige depuis 2014 le Secours catholique-Caritas en France, une institution riche de près de 70 000 bénévoles qui accueille plus d'un million 300 000 personnes à travers l'Hexagone. Cette présence sur le terrain offre au réseau international qu'est la Caritas (très présente aussi en Belgique) une compétence impressionnante. À son tour, c'est en puisant dans ses innombrables amitiés et rencontres que Véronique Fayet, à 66 ans, a rédigé un vigoureux manifeste (*) pour rendre audible le “cri des pauvres”.

Le pari de votre livre est de “reconstruire notre société à partir des plus pauvres”. Que cela veut-il dire ? Nous devons remettre à l'endroit notre monde qui “marche sur la tête”, comme le dit avec force et justesse le dicton populaire. Car qu'est-ce en effet qu'un monde gouverné par l'argent qui laisse augmenter les inégalités et qui pille la planète ? Et qui pourrait, mieux que les pauvres – qui subissent cette pauvreté et cette exclusion –, nous aider à discerner ce que serait et comment devrait être un monde plus juste ? Quand on les écoute, on entend beaucoup de colères et de souffrances, mais également une grande capacité d'avancer des propositions pratiques qui relèvent du bon sens.

Ils ont des “savoirs de vie” uniques, écrivez-vous, qu'il faut croiser avec les savoirs académiques.

Il n'y a qu'eux qui peuvent nous dire ce que c'est que de vivre avec les minimas sociaux, de gérer l'ingérable, de vivre dans une sobriété subie. Ils ont beaucoup de choses à nous apprendre sur cette sobriété vers laquelle nous devons désormais tendre à notre tour, mais de façon choisie. Ils ont à nous enseigner sur la façon de recycler les objets, de les économiser... Pourtant, ces savoirs qu'ils ont, ne sont en général pas reconnus. Ils sont même méprisés tant nous avons des préjugés qui nous font penser que si ces gens en sont là, c'est qu'ils sont responsables de leur pauvreté, qu'ils ne font pas beaucoup d'efforts, qu'ils sont un peu feignants, un peu fraudeurs, et qu'ils n'ont pas grand-chose à nous apprendre. Or, il faut redonner du pouvoir d'agir à ces personnes qui sont souvent plus audacieuses que nous, qui savent ce qui doit changer, et qui nous rappellent qu'il faut le faire vite, tant ils vivent de façon précaire. Oui, nous devons reconstruire notre société à partir des plus pauvres !

Comment expliquer l'ampleur actuelle du discours discriminant à l'encontre des pauvres ?

Il n'est pas si nouveau. Déjà au Moyen Âge on distinguait le bon pauvre – le méritant – du mauvais pauvre enfoncé dans ses addictions. On a toujours eu le besoin d'opérer cette distinction qui nous déculpabilise en quelque sorte, qui efface les torts de la société, et qui justifie les inégalités par le recours à l'explication du mérite personnel. Or, il n'y a rien

de plus violent pour une personne que de sentir qu'on la considère comme inutile, comme n'ayant aucun savoir à partager. Ce sentiment de ne compter pour personne, de ne pas être attendu, de ne pas pouvoir donner son point de vue est d'une extrême violence. D'une violence sans doute encore plus forte que celle engendrée par le manque matériel. D'ailleurs, ce qui fait basculer une personne dans la marginalité, c'est le regard des autres qui pèse sur elle, qui s'ajoute à une pauvreté matérielle et qui, en lui laissant entendre qu'elle n'a plus de place, fait qu'elle s'isole progressivement et se coupe de tout. Le regard que l'on pose peut en effet engager une personne dans un cercle vicieux, une spirale infernale et destructrice.

“Le manque d'attention spirituelle est la plus grande discrimination dont souffrent les pauvres”, écrivez-vous à la suite du pape François. Ne pas voir dans l'autre en quoi il peut m'aider, me sauver peut-être, c'est cela le manque d'attention spirituelle ?

Souvent, nous voyons dans le pauvre une personne que l'on peut aider, mais il est très difficile de transformer cette aide en une vraie relation d'amitié, de réciprocité, à partir de laquelle le pauvre devient un frère avec lequel je chemine. Or, l'amitié est effectivement de l'ordre du spirituel. On rentre avec elle dans le domaine du gratuit, de l'égalité dignité. De notre côté, nous portons une grande attention aux besoins matériels des gens, mais nous restons attentifs à ce besoin spirituel qui est un besoin de reconnaissance et d'amitié.

Vous montrez dans votre livre que la pauvreté ne recule plus en Europe, mais vous dites aussi qu'elle a changé de nature. Que voulez-vous dire ?

Aujourd'hui, ce manque de considération envers les plus pauvres met en danger la démocratie. Elle engendre cette grave défiance de la “France d'en bas” contre les élites que nous avons perçue à l'occasion des débats que nous avons organisés dans la foulée de la crise des “gilets jaunes”. On y ressentait une forme d'agressivité envers ces “élites”, un sentiment que ces dernières étaient incapables de comprendre, d'écouter, de partager. Cette colère est grave et inquiétante. Notre travail est de reconstruire de toute urgence le tissu social. Et notamment le lien entre les élus locaux et les personnes les plus fragiles.

Dans le sillage des “gilets jaunes”, la question de savoir comment répondre aux défis climatiques sans que cela fragilise les plus précaires a été régulièrement soulevée. Exemples à l'appui, vous montrez qu'il est possible de concilier les réponses aux défis sociaux et climatiques.

Ce livre est aussi un livre d'espérance. La révolution fraternelle à laquelle nous sommes appelés n'est en effet pas une utopie pour demain : elle a déjà commencé. Nous le vivons quotidiennement au Secours catholique. Mais c'est le cas aussi dans les territoires qui se sont engagés dans le pro-

gramme “zéro chômeur de longue durée” par exemple, et au sein desquels des personnes depuis longtemps au chômage retrouvent leur dignité par le travail, le contact, l'esprit de convivialité, la redynamisation de la région. Ce qui s'y passe est formidable.

Mais comment ? Quelle doit être la philosophie d'une nouvelle protection sociale, alors que le président Macron a lui-même regretté qu'on y avait beaucoup investi pour rien ?

C'est vrai que, vu de loin, beaucoup peuvent penser que toutes ces allocations coûtent cher pour un résultat médiocre. Et il est aussi vrai que si on écoutait davantage les personnes en précarité, cet argent serait mieux investi et produirait davantage

de fruits. Pour nous, le gouvernement devrait investir pour donner aux personnes 800 euros, plutôt que les minimas sociaux qui sont plus bas. Cela permettrait à ces personnes de vivre avec plus de sécurité et de dignité, et d'avoir l'esprit plus libre pour rechercher un emploi et reconstruire un projet professionnel. S'ils bénéficiaient donc d'un revenu décent, d'un accompagnement social rapproché – qu'ils puissent voir par exemple chaque semaine un conseiller – et d'un accès plus facilité à l'emploi (comme dans le cadre du programme “zéro chômeur de longue durée”), nous aurions alors un triptyque qui transformerait la protection sociale en un investissement sur l'avenir. Nous éviterions aussi le gâchis actuel qui voit

des talents gaspillés, et mille besoins sur les territoires ne pas trouver de réponses alors que des personnes âgées attendent de l'aide pour aller à la poste, que des forêts abandonnées doivent être entretenues... Oui, il est donc possible de mieux dépenser l'argent public et, au final peut-être, de moins le dépenser. Mais la condition est que nous imaginions les solutions à partir des gens les plus fragiles, en les écoutant et en comprenant ce qu'ils vivent.

Il est donc possible de dépasser le fatalisme face à la persistance de la pauvreté ?

J'ai été très marquée par la pensée du père Joseph Wresinski, le fondateur de l'association ATD-Quart monde qui disait que “nous pouvons éradiquer la grande pauvreté, car la misère est l'œuvre des hommes ; et donc seuls les hommes peuvent la détruire”. Oui, la misère est le fruit de nos systèmes et de nos structures sociétales, et oui nous avons suffisamment d'intelligence, de richesse, de capacités pour détruire cette misère. Néanmoins, il est urgent de s'y mettre : ce qui se joue, c'est bien le pacte commun qui nous unit, car pauvreté et démocratie vont de pair. Le matelas démocratique s'aminçit quand le halo de la pauvreté grandit, déborde, aspire jusqu'aux classes moyennes, et que les vraies, les grandes questions demeurent sans réponses. Alors, oui, la tentation des extrêmes surgit.

→ (1) : Véronique Fayet, “Révolution fraternelle, le cri des pauvres” Éditions Indigène, 2019, env. 4 euros.

“Ce sentiment de ne compter pour personne, de ne pas être attendu est d'une extrême violence.”



GAËL KERBAOL/SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

Véronique Fayet